

en négociant et en établissant des accords militaires préliminaires. C'est un début encourageant, bien que les Israéliens ne soient pas enchantés de l'accord sur le retrait de leurs troupes de Suez. Sachant qu'Israël avait auparavant proposé un plan semblable, ils sont forcés d'accueillir toute démarche de nature à réduire le danger d'une reprise de la guerre et à préparer le terrain aux négociations longtemps attendues sur les questions de fond. Mais ils n'oublient guère ces 25 années de menaces et de tentatives d'anéantissement. Les opérations de désengagement mettent donc à l'épreuve les intentions égyptiennes. Les Israéliens ont conscience de courir certains risques, surtout en renonçant à leurs positions offensives à l'ouest de Suez et en reconnaissant les gains territoriaux de l'Égypte durant la guerre de 1973. D'autre part, ils veulent accorder aux Égyptiens l'occasion de démontrer qu'ils sont au moins intéressés à vivre en coexistence pacifique avec Israël, même s'ils ne veulent pas de liens plus étroits et plus normaux. Si les Égyptiens prouvent leur bonne foi, les Israéliens pourront alors envisager l'étape suivante vers un accord. Sinon, les Israéliens n'auront pas concédé grand-chose, et pourront se refuser à négocier davantage. De plus, toute violation par l'Égypte de l'accord fixant la limitation des forces armées sur la rive orientale du canal serait sans doute tenue pour une provocation grave par Israël.

Israël reste en possession de la plus grande partie des territoires conquis depuis 1967, et l'on peut s'attendre à ce que la cession éventuelle de ces territoires serve d'appât en vue de la conclusion d'un accord politique acceptable. Si le retrait de Suez réussit, Israël se libérera des pressions intenses visant à l'obtention de concessions immédiates et pourra mener le reste des négociations avec l'Égypte dans une atmosphère moins tendue. Ce stade

pourrait être très long. D'autre part, la position de l'Égypte n'est guère plus enviable, car le président Sadate pourrait être tenté de conclure un accord séparé avec Israël. Un tel accord serait avantageux pour l'Égypte et tout à fait pratique, mais il éveillerait l'hostilité des principaux États arabes. Quant à la Jordanie, sa situation dépend étroitement du règlement de la question palestinienne.

Les efforts inlassables du secrétaire d'État américain, M. Kissinger, ont contribué à orienter, si peu soit-il, une situation instable vers une forme de coexistence même hostile. Mais les Israéliens ne se font pas d'illusion quant aux risques d'une nouvelle guerre, si les parties aux négociations durcissent leurs positions et si les Arabes, aidés par l'Union soviétique, entrevoient de nouvelles possibilités d'atteindre leurs buts.

A plus longue échéance la situation est incertaine. Il faudra beaucoup de temps pour établir des relations pacifiques entre d'anciens ennemis. Mais cela s'est déjà vu. Tout le problème consiste à savoir si la Syrie, l'Égypte et la Jordanie, ainsi que les Palestiniens, sont disposés à accepter l'existence d'Israël et à renoncer à leurs tentatives de l'anéantir. Cela implique un profond changement de comportement. S'il en est ainsi, Israël pourra négocier avec plus de confiance et de sécurité, ce qui contribuera à créer une atmosphère propice à l'établissement d'un pacte juste et équitable. Par contre, si les comportements ne changent pas, il est à craindre que la guerre ne reprenne, avec ses dangers évidents. Il est à déplorer que les perspectives d'une entente soient fonction de la guerre plutôt que de la décision des deux parties de régler leurs querelles. Mais on en est là. Les parties au conflit doivent maintenant tirer tout l'avantage possible de l'occasion qui leur est offerte.

